

SAÏD ABADOU À PARTIR DE TIZI-OUZOU :

«Mobilisation pour obliger la France à se repentir»

Le devoir de mémoire et la restitution exacte des faits de l'histoire de la Révolution algérienne, ainsi que l'exigence de la repentance de la France pour son passé colonial ont été les thèmes dominants de la célébration du 50^e anniversaire des événements du 17 Octobre 1961.

Une commémoration abritée par la ville de Tizi-Ouzou qui était, hier, l'hôte de pas moins de trois ministres, Dahou Ould Kablia, de l'Intérieur et des Collectivités locales, Chérif Abbas, du département des Moudjahidine et Benhamadi, des Postes et des Technologies de l'information et de la communication qui étaient accompagnés de Saïd Abadou, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine.

Le faste donné à cette commémoration s'est voulu à la hauteur des manifestations organisées par la Fédération de France du FLN qui ont marqué la journée du 17 Octobre 1961 qui a vu de nombreux Algériens de l'émigration répondre à l'appel de la Fédération de France du FLN pour une manifestation de soutien à la

révolution et pour l'indépendance nationale. L'occasion a été donnée de faire la jonction entre le passé et le présent pour l'ensemble des intervenants qui se sont succédé devant le public de la Maison de la culture et qui ont tenu à restituer la symbolique et la portée historique de ces événements qui se sont déroulés, il y a 50 ans.

Bouazghi, le wali de Tizi-Ouzou, s'est livré à un rétrospectif historique sur le passé de la colonisation en Algérie ; il rendra hommage aux nombreuses figures héroïques de la résistance issues de la Kabylie face au colonialisme français depuis la conquête de cette région jusqu'à l'époque de la révolution.

Le wali mettra l'accent sur la contribution et le rôle important joués par l'émigration kabyle



Saïd Abadou.

durant les manifestations d'Octobre 1961, stigmatisant la sauvagerie de la réaction répressive exercée par la police française. Le P/APW de Tizi-Ouzou, M. Bellabès qui évoquera la tragédie liée à ces événements ne manquera pas, lui aussi, de rendre hommage aux figures de la résistance depuis Fadhma N'soumer, jusqu'à Abane, Krim, Boudiaf, Amirouche, plaçant dans la même lignée de résistants, mais dans

d'autres circonstances historiques, Matoub, D. Ouahioun et Tahar Djaout.

«Des centaines d'émigrés algériens ont été lâchement assassinés sur ordre de Papon avec la complicité de centaines de harkis appelés les "calots bleus" qui seraient des "partisans de Messali"», dira le P/APW. «Il est surprenant de constater que les thuriféraires d'hier qui ont confisqué l'histoire nationale à des fins

d'instrumentalisation et de légitimation du pouvoir reviennent encore qui, pour réhabiliter Messali comme héros du combat libérateur qui, pour dire exactement le contraire et accuser le même Messali de traître à la patrie», dira-t-il, s'interrogeant pour insister sur la restitution exacte des faits de l'histoire : «Encore une fois, où est la vérité?».

Saïd Abadou qui tout en rappelant, lui aussi, le rôle prépondérant joué par les élites et les militants de la Kabylie dans la résistance et le combat libérateur du pays, insistera sur l'importance et la portée historique et symbolique des événements du 17 Octobre 1961. Le secrétaire général de l'ONM se lancera dans une critique en règle du discours des autorités françaises actuelles glorifiant le colonialisme. La vision qu'ont ces dernières des événements liés à la colonisation ne sont pas du goût de S. Abadou qui fera grief aux Français d'avoir réhabilité les harkis.

Le refus de la France officielle de présenter ses excuses pour les crimes liés à la colonisation en Algérie est qualifié de «fuite en avant» par Saïd Abadou qui a appelé à «la mobilisation de tous les patriotes pour exiger de la France à se repentir». Un préalable, selon lui, pour des relations constructives avec la France dont les visées néocolonialistes n'ont pas échappé au secrétaire général de l'ONM qui, sans citer ce pays et son président, parlera de ceux qui fomentent et suscitent des crises dans certains pays, sous couvert de la défense des droits de l'homme.

Le ministre des Moudjahidine qui, tout en se montrant prudent et réservé sur la demande de la repentance de la France, surfera sur la vague des changements actuels qui touchent des pays de la région arabe et de l'Afrique du Nord. Il verra, lui aussi, dans le soutien occidental aux révoltes dans ces pays une forme de néocolonialisme qui offre une alternative à l'échec du colonialisme, selon Cherif Abbas qui avertira : «Tout changement doit émaner de la propre volonté des peuples.»

S. A. M.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS DIMANCHE AU SIÈGE D'EL ISLAH

Tentative de coup de force avortée

S'il y a un parti qui semble avoir paraphé un contrat à durée indéterminée avec les conflits organiques et les dissidences internes c'est bien El Islah. Les «frères» en sont arrivés aux mains dimanche, moins de 24 heures après que la bande à Miloud Kadri et Mohamed Boulahia eut pris d'assaut et squatté le siège du parti.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Lundi 17 octobre. La presse, conviée à une conférence, afflue vers le siège du parti El Islah, situé à l'extrémité de la rue Bouchenafa, à Belouizdad (ex-Belcourt).

L'invitation est signée par Miloud Kadri, secrétaire général du parti. Ce dernier devait rendre compte du retrait de confiance au bureau national du parti ainsi qu'au président du conseil consultatif, après, est-il indiqué, une session extraordinaire du conseil consultatif intervenue samedi. Jusque-là, rien d'extraordinaire, tant est que El Islah a habitude à de pareils remous organiques, depuis 2004 déjà, date à laquelle Abdallah Djaballah, fondateur du parti, fut conduit à la porte de sortie.

Sauf que lundi, Miloud Kadri, prétendument secrétaire général du parti, après le renversement du bureau national, n'a pas été au rendez-vous qu'il a donné à la presse. C'est que, entre-temps, le clan adverse, animé par le secrétaire général Hamlaoui Akkouchi et Mohamed Djahid Younsi, est parvenu à redevenir maître des lieux (siège) qui étaient passés une journée durant aux mains de Kadri et ses partisans.

En effet, Miloud Kadri et ses frères d'expédition ont été délogés du siège qu'ils avaient pris d'assaut et occupé samedi avant l'aube, le dimanche à la tombée de la nuit. Hamlaoui Akkouchi et Djahid Younsi ont dû battre le rappel des troupes militantes pour chasser, après de violents affrontements, Kadri et ses partisans. Ces derniers avaient eu, a accusé lundi Hamlaoui, tout le temps de saccager les bureaux et subtiliser des documents, dont les cachets humides.

Hamlaoui et Djahid Younsi, qui ont dû recevoir la presse initialement invitée par leurs adversaires, ont accusé Kadri et Boulahia d'être à la solde de Djaballah et de certaines parties officielles. «C'est pour la deuxième fois

qu'ils prennent d'assaut le siège. La première fois en avril 2011. A cette époque, ils avaient tenté de renverser la direction légitime du parti pour offrir El Islah à Djaballah. On avait saisi le ministère de l'Intérieur de ce que ces personnes n'avaient plus aucune relation avec le parti et qu'elles s'étaient rendues coupables de faux», a accusé Hamlaoui qui, au passage, a souligné que Kadri et ses partisans avaient agi de la sorte après que la direction du parti eut refusé l'idée d'une réconciliation avec Djaballah.

«Ils ont été chez Djaballah pour l'accompagner dans sa nouvelle aventure partisane mais ce dernier n'en a pas voulu tant est qu'il ne leur fait pas confiance. Ils ont alors décidé de recourir à ce qu'ils viennent de commettre samedi dans l'espoir de plaire à Djaballah qui voudrait voir El Islah affaibli», dira, pour sa part, Younsi.

La direction d'El Islah a porté plainte auprès de la police. Elle a informé qu'elle saisira la justice, dès qu'un huissier aura constaté les dégâts causés suite au squat de samedi dernier.

S. A. I.

FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISES (FCE)

Mohamed Baïri entre en campagne

Cela saute aux yeux : les jeunes loups du FCE veulent prendre les commandes du Forum.

Il y avait peu de têtes blanches ce dimanche soir à l'hôtel Hilton à l'occasion de l'annonce de la candidature de Mohamed Baïri pour la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), le mandat de son actuel président Réda Hamiani arrivant à son terme. L'élection du nouveau président est prévue pour le 17 novembre prochain.

Le candidat annoncé peut s'estimer heureux, la quasi-totalité des membres du FCE était là à l'occasion de cet événement, plutôt sobre et convivial malgré l'enjeu. La déclaration de Réda Hamiani de rempiler pour un troisième mandat a mis au jour l'intention d'autres membres du Forum de briguer la présidence du FCE, à l'image de Mohamed Baïri, P-dg du groupe Ival

(Iveco-Mazda) et président de l'Association des concessionnaires automobiles (AC2A). Deux autres candidats postuleront aux rênes de cette grande association patronale, en l'occurrence Hassen Khelifati, P-dg d'Alliance Assurances, et Nassim Kerdjoudj de Net-Skills. La campagne électorale pour la présidence du FCE est donc lancée. Tradition oblige, la premier candidat, Mohamed Baïri, qui inscrit sa campagne sous le slogan «Pour une entreprise algérienne compétitive et citoyenne», s'est plié à l'exercice du discours de circonstance. S'il a occulté son adversaire et président actuel du Forum, le candidat Baïri n'a pas manqué de faire monter à la tribune Si Omar Ramdane (premier président du Forum, créé en 2000) pour lui rendre un hommage appuyé et plein de sous-entendus parce qu'il a su «faire progresser l'entreprise algérienne vers plus de performance, plus de compétitivité et plus de création

de richesses et d'emplois». Autre pique : «En réalité, l'action menée jusqu'ici semble avoir atteint ses limites.» Tout un programme pour ce candidat qui entre ainsi de plain-pied dans la bataille électorale et donne un avant-goût des débats à venir. Il ne mâche pas ses mots ; d'ailleurs, pour lui, le FCE a besoin d'un «souffle nouveau», «d'approche renouvelée» qui s'articulerait sur trois principales orientations : améliorer les actions du Forum ainsi qu'un réaménagement du mode de gouvernance dans la concertation et la transparence. Ensuite, il devra s'atteler à l'écoute des préoccupations des entreprises. Enfin, la troisième action devra être menée en direction des associations patronales des pays maghrébins. Il faut savoir que le Forum compte 300 membres représentant plus de 500 sociétés parmi les plus importantes entreprises activant sur le marché algérien. Le chiffre d'affaires global de ces sociétés

s'élève à plus de 5 milliards d'euros et assurent quelque 12 000 postes de travail.

Volonté de changement est donc le maître mot du candidat Baïri qui se prévaut pour cela du soutien de «certains collègues, chefs d'entreprise et membres du FCE». Au demeurant, le président sortant, actuellement à Marseille (France), met en avant aussi le soutien d'un nombre important de patrons qui lui ont demandé de se représenter. Sans aller jusqu'à parler de ligne de fracture entre Réda Hamiani et les jeunes loups du FCE, cela saute aux yeux que les quadragénaires ambitionnent de prendre les commandes du Forum d'autant qu'ils font à l'actuel président nombre de reproches dont celui d'avoir «laminé» l'opposition interne au Forum, selon les dires de Hassen Khelifati, P-dg d'Alliance Assurances, l'autre candidat. Belles empoignades en perspective !

Brahim Taouchichet